

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU
CHAUFFAGE URBAIN DE LA VILLE DE
SAINT-DIZIER**

AVENANT N°4

ENTRE :

D'une part,

La Ville de Saint-Dizier, représentée par François Cornut Gentile, Maire, habilité par délibération du Conseil Municipal n°32-05-2013 en date du 30 mai 2013 ;

ci-après dénommée « **l'Autorité Délégante** »

ET :

D'autre part,

ENGIE ENERGIE SERVICES - ENGIE Cofely, société anonyme au capital de 698 555 072 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 552 046 955, dont le siège social est sis 1 place des Degrés 92800 Puteaux (France),

Représenté au fins ci-après par Monsieur Christophe FERRY, agissant en qualité de directeur de l'Agence Champagne-Ardenne de ENGIE ENERGIE SERVICES - ENGIE Cofely Région Nord Est domiciliée 6 rue du Parc - Valparc, 67 088 STRASBOURD Cedex 2

et dûment habilité à cet effet.

ci-après dénommée « **le Déléгатaire** »

Ci-après désignées seules ou conjointement « **Partie** » ou « **Parties** ».

PREAMBULE

Dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (ci-après désigné « DSP Saint-Dizier ») qui a pris effet le 1er juillet 2013 et arrive à échéance le 30 juin 2033, l'Autorité Délégante a délégué au Délégataire, qui l'a accepté, le service public de production, de transport et de distribution de chaleur destinée à la couverture des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire des abonnés au réseau de chaleur de la Ville de Saint-Dizier.

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour assurer que les formules d'indexation sont bien représentatives des coûts réels, le niveau des tarifs du Délégataire d'une part, et la composition des formules de variation des formules y compris parties fixes, d'autre part pourront être soumis à réexamen sur production par le Délégataire des justifications nécessaires.

Les justifications fournis par le Délégataire, ont démontré sur l'exercice 2015 un « effet ciseaux entre les ventes R1 gaz et les achats gaz ».

Dans le cadre des raccordements de l'Hôpital Geneviève de Gaulle Anthonioz et du Centre Nautique de Saint-Dizier, les Parties ont convenu d'intégrer les chaudières Gaz et leurs accessoires à la DSP Saint-Dizier.

CECI ETANT RAPPELE, L'AUTORITE DELEGANTE ET LE DELEGATAIRE SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant N°4 a pour objet :

- d'indexer le R1GN sur le tarif réglementé B1,
- d'intégrer à l'inventaire du matériel de la DSP Saint-Dizier, les chaudières et leurs accessoires de l'Hôpital Geneviève de Gaulle Anthonioz et la chaudière et ses accessoires du Centre Nautique de Saint-Dizier

ARTICLE 2. MODIFICATION DE LA REVISION DU TERME R1 gaz

Conformément à l'article 78 – REVISION DES TARIFS DE L'ENERGIE CALORIFIQUE ET DE LEUR INDEXATION, il convient de modifier l'indexation du terme R1 gaz. Ainsi l'article 69.1.2. « Terme R1 gaz » est annulé et remplacé comme suit :

Le terme $R1_G$ résulte de la relation suivante : $R1_G = R1_{G0} \times \frac{B1+TICGN}{B1_0+TICGN_0}$

Avec les indices suivants :

Indice	Référence	Indice de base	Date de valeur	Valeur
$R1_G$	Valeur de référence du Terme R1 gaz	$R1_{G0}$	29-janvier-13	52,99
$B1$	Valeur de référence de l'indice B1 niveau 1 en €HT/MWh PCS	$B1_0$	29-janvier-13 (Cf Annexe 1)	49,00
$TICGN$	Taxe Intérieure de Consommation sur le Gaz Naturel en €HT	$TICGN_0$	29-janvier-13	1,19

Cette formule de révision du terme R1 gaz ($R1_G$) est applicable à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 3. INTEGRATION DE NOUVEAUX MATERIELS DANS LA DSP SAINT-DIZIER

Dans le cadre du raccordement l'Hôpital Geneviève de Gaulle Anthonioz, une convention de cession tripartite des chaudières de l'Hôpital et de leurs accessoires a été signée, afin de pouvoir les incorporer au 1^{er} octobre 2016 dans la DSP Saint-Dizier. (Cf Annexe 2)

Il est convenu également d'intégrer au 1^{er} février 2016 la chaudière Gaz et ses accessoires du centre Nautique à la DSP Saint-Dizier. (Cf Annexe 3).

Il convient de préciser, que ce rajout de matériels ne fait pas l'objet d'une augmentation du R2.

Conformément à l'article 9.4. Mise à jour de l'inventaire du contrat de la DSP Saint-Dizier, ces nouveaux matériels seront intégrés dans l'inventaire mis à jour et fourni à l'Autorité Délégante dans le cadre de la remise du rapport annuel 2016.

ARTICLE 4. PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant n°4 prend effet à sa date de notification.

ARTICLE 5. DISPOSITIONS INCHANGEES

Les clauses du contrat de DSP Saint-Dizier et les avenants antérieurs non affectés par les stipulations du présent avenant n°4 demeurent inchangées et restent applicables.

Fait à, le

L'Autorité Délégante,

Le Délégué,

ANNEXE 1 – Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel publié dans le JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE du 28 décembre 2012

28 décembre 2012

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 42 sur 130

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel fourni à partir des réseaux publics de distribution de GDF Suez

NOR : DEVR1241253A

Le ministre de l'économie et des finances et la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu le code de commerce, notamment son article L. 410-2 ;

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 445-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-1603 du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie en date du 18 décembre 2012 ;

Vu l'avis de la Commission de régulation de l'énergie en date du 20 décembre 2012,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les tarifs réglementés de vente hors taxes du gaz naturel en distribution publique de GDF Suez sont déterminés en fonction d'une formule tarifaire constituée par la somme, d'une part, d'un terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel, d'autre part, d'un terme représentant les charges hors coûts d'approvisionnement telles que définies à l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 susvisé.

Art. 2. – L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel est fonction :

- du taux de change dollar US contre euro, constaté sur la période de huit mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire ;
- des prix, convertis en euros et constatés sur la période de huit mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire, d'un panier de produits pétroliers cotés à Rotterdam ;
- du prix coté aux Pays-Bas du contrat futur mensuel de gaz naturel, correspondant au mois du mouvement, tel qu'il est constaté sur la période d'un mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire ;
- du prix coté aux Pays-Bas du contrat futur trimestriel de gaz naturel, correspondant au trimestre calendaire du mouvement, tel qu'il est constaté sur la période d'un mois se terminant un mois avant le trimestre calendaire du mouvement.

Elle s'établit selon la formule suivante :

$$\Delta m = \Delta FOD\text{€}/t * 0,0101 + \Delta FOL\text{€}/t * 0,00911 + \Delta BRENT\text{€}/bl * 0,07042 + \Delta TTFQ\text{€}/MWh * 0,25887 + \Delta TTFM\text{€}/MWh * 0,09665 + \Delta USDEUR * 1,29463$$

où :

Δm représente l'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel ;

$\Delta FOD\text{€}/t$ représente l'évolution de la cotation du fioul domestique à 0,1 % en euros par tonne ;

$\Delta FOL\text{€}/t$ représente l'évolution de la cotation du fioul lourd basse teneur en soufre en euros par tonne ;

$\Delta BRENT\text{€}/bl$ représente l'évolution de la cotation du baril de pétrole en euros par baril ;

$\Delta TTFQ\text{€}/MWh$ représente l'évolution de la cotation des contrats futurs trimestriels de gaz naturel en euros par MWh ;

$\Delta TTFM\text{€}/MWh$ représente l'évolution de la cotation des contrats futurs mensuels de gaz naturel en euros par MWh ;

$\Delta USDEUR$ représente l'évolution du taux de change dollar US contre euro.

Art. 3. – Les barèmes hors taxes et hors CTA des tarifs réglementés en distribution publique de gaz naturel joints en annexe entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Art. 4. – L'arrêté du 26 septembre 2012 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel fourni à partir des réseaux publics de distribution de GDF Suez est abrogé.

Art. 5. – La directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et le directeur de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 21 décembre 2012.

*La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,*

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur adjoint de l'énergie,
M. PAIN

Le ministre de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
*La directrice générale
de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes,*
N. HOMOBONO

ANNEXE

Localités desservies en Gaz Naturel
Barèmes (Hors Taxes) hors locaux d'habitation

1) Tarifs Distributions Publiques hors locaux d'habitation

Tarifs	Niveaux de Prix		Valeurs en cent/kWh				Abonnement EUR/mois	Abonnement EUR/an
	1	2	3	4	5	6		
Base	8,59	8,59	8,59	8,59	8,59	8,59	3,31	39,72
B0	7,25	7,25	7,25	7,25	7,25	7,25	4,53	54,36
B1	4,90	4,96	5,02	5,08	5,14	5,20	13,87	166,44
Préchauffage	4,90	4,96	5,02	5,08	5,14	5,20		
B2I	5,22	5,28	5,34	5,40	5,46	5,52	13,87	166,44
B2S								
Hiver	5,180	5,241	5,302	5,363	5,424	5,485	80,43	965,16
Été	3,717	3,778	3,839	3,900	3,961	4,022		
B2M								
Hiver	5,180	5,241	5,302	5,363	5,424	5,485	80,43	965,16
Été	3,717	3,778	3,839	3,900	3,961	4,022		
Prix de Référence de Modulation (cent/kWh)								0,566
3 UR Grand Confort	4,86	4,92	4,98	5,04	5,10	5,16	19,90	238,80
TEL								
Hiver	5,156	5,269	5,382	5,495	5,608	5,721	564,56	6.774,72
Été	3,693	3,719	3,745	3,771	3,797	3,823		
TEL Nuit								
Hiver	4,732	4,845	4,958	5,071	5,184	5,297	564,56	6.774,72
Été	3,693	3,719	3,745	3,771	3,797	3,823		
2ème Tranche	Seuil : 2,4 GWh Réd.(cent/kWh) : 0,200							

Réduction d'abonnement pour les tarifs 3UR sans cuisson : 43,83 EUR/an

2) Tarifs en extinction hors locaux d'habitation

Tarifs	Niveaux de Prix		Valeurs en cent/kWh				Abonnement EUR/mois	Abonnement EUR/an
	1	2	3	4	5	6		
Appoint-Secours								
Prime fixe (**)	3,394	3,709	3,821	3,821	3,821	3,821	96,52	1.158,24
Prix Proportionnel	5,677	5,695	5,742	5,803	5,864	5,925		
3Gb Immeuble	4,90	4,96	5,02	5,08	5,14	5,20	13,87	166,44

(**) cent/kWh/j/mois

Forfait Cuisine Collectif : 85,32 EUR/an
Prix des kWh en écart : 3,93 cent/kWh

Forfait Cuisine Individuel : 112,80 EUR/an

Localités desservies en Gaz Naturel
Barèmes (Hors Taxes) pour locaux à usages d'habitation

1) Tarifs Distributions Publiques pour locaux à usages d'habitation

Tarifs	Niveaux de Prix		Valeurs en cent/kWh				Abonnement EUR/mois	Abonnement EUR/an
	1	2	3	4	5	6		
Base	8,59	8,59	8,59	8,59	8,59	8,59	3,31	39,72
B0	7,25	7,25	7,25	7,25	7,25	7,25	4,53	54,36
B1	4,90	4,96	5,02	5,08	5,14	5,20	13,87	166,44
Préchauffage	4,90	4,96	5,02	5,08	5,14	5,20		
B2I	4,90	4,96	5,02	5,08	5,14	5,20	13,87	166,44
B2S								
Hiver	4,857	4,918	4,979	5,040	5,101	5,162	80,43	965,16
Été	3,396	3,457	3,518	3,579	3,640	3,701		
B2M								
Hiver	4,857	4,918	4,979	5,040	5,101	5,162	80,43	965,16
Été	3,396	3,457	3,518	3,579	3,640	3,701		
Prix de Référence de Modulation (cent/kWh)								0,566
3 UR Grand Confort	4,86	4,92	4,98	5,04	5,10	5,16	19,90	238,80
TEL								
Hiver	4,830	4,943	5,056	5,169	5,282	5,395	564,56	6.774,72
Été	3,367	3,393	3,419	3,445	3,471	3,497		
TEL Nuit								
Hiver	4,404	4,517	4,630	4,743	4,856	4,969	564,56	6.774,72
Été	3,367	3,393	3,419	3,445	3,471	3,497		
2ème Tranche								
Seuil : 2,4 GWh								Réd. (cent/kWh) : 0,200

Réduction d'abonnement pour les tarifs 3UR sans cuisson : 43,83 EUR/an

2) Tarifs en extinction pour locaux à usages d'habitation

Tarifs	Niveaux de Prix		Valeurs en cent/kWh				Abonnement EUR/mois	Abonnement EUR/an
	1	2	3	4	5	6		
Appoint-Secours								
Prime fixe (**)	3,394	3,709	3,821	3,821	3,821	3,821	96,52	1.158,24
Prix Proportionnel	5,677	5,695	5,742	5,803	5,864	5,925		
3Gb Immeuble	4,90	4,96	5,02	5,08	5,14	5,20	13,87	166,44

(**) cent/kWh/j/mois

Forfait Cuisine Collectif : 85,32 EUR/an
Prix des kWh en écart 3,93 cent/kWh

Forfait Cuisine Individuel : 112,80 EUR/an

ANNEXE 2 – Convention de cession de l'Hôpital Geneviève de Gaulle Anthonioz

CONVENTION DE CESSION DES CHAUDIERES ET DE LEURS ACCESSOIRES

ENTRE :

La Ville de Saint-Dizier, domiciliée Place Aristide Briand, 52100 SAINT-DIZIER,

Représentée par Monsieur François CORNUT GENTILE, Maire, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil Municipal du _____

Ci-après désignée par « **la Ville** »

ET :

L'Hôpital Geneviève de Gaulle Anthonioz, dont le numéro de SIRET est le 265 205 138 00117 domiciliée 1 rue Albert Schweitzer 52100 SAINT-DIZIER,

Représenté par Madame Christine UNGERER, Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné par « **l'Hôpital** »,

En présence de :

ENGIE ENERGIE SERVICES – ENGIE Cofely

Société Anonyme au capital de 698 555 072 Euros

Dont le siège social est 1 place des Degrés - 92800 PUTEAUX

Immatriculée au RCS de NANTERRE sous N°552 046 955

Domiciliée à l'Agence Champagne-Ardenne

14 rue Gabriel Voisin, 51100 REIMS

Représentée par Monsieur Christophe FERRY, agissant en qualité de Directeur de l'Agence Champagne-Ardenne

Ci-après désigné par « **le Délégué** »,

La Ville et l'Hôpital sont ensemble ou séparément ci-après dénommés « Parties » ou « Partie ».

Chcf

PREAMBULE

Dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (ci-après désigné « DSP »), la Ville, en qualité d'autorité délégante, a délégué à la société ENGIE Cofely, en qualité de Délégataire, le service public de production, de transport et de distribution de chaleur destinée à la couverture des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire des abonnés au réseau de chaleur de la ville de Saint-Dizier (ci-après désigné « Réseau de Chaleur »).

L'Hôpital a pris la décision de se raccorder au Réseau de Chaleur pour assurer ses besoins en chauffage et eau chaude sanitaire.

L'Hôpital et le Délégataire ont donc conclu à la date du 13 juillet 2016, par acte sous seing privé une police d'abonnement au Réseau de Chaleur aux termes de laquelle le Délégataire s'est engagé à fournir à l'Hôpital qui l'accepte l'énergie calorifique nécessaire à ces besoins.

La fourniture de chaleur est réalisée conformément aux dispositions du contrat de DSP.

Dans le cadre de ce raccordement, les Parties ont étudié et validé l'intérêt de céder les chaudières de l'Hôpital et leurs accessoires à la Ville afin de pouvoir les incorporer dans la DSP.

Ceci afin, notamment, de :

- satisfaire à la volonté de l'Hôpital de déléguer, de sécuriser et de rationaliser l'approvisionnement en chaleur de ses bâtiments,
- permettre au Délégataire d'utiliser de manière autonome, en secours du réseau notamment, ces chaudières pour assurer la continuité de service à l'Hôpital, en sa qualité d'abonné au Réseau de Chaleur.

CECI ETANT RAPPELE, LA VILLE ET L'HOPITAL SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Chif

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, juridiques et financières de cession des chaudières de l'Hôpital et de leurs accessoires à la Ville afin de pouvoir les incorporer dans la DSP.

L'Hôpital consent à vendre, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, à la Ville, qui l'accepte, les biens cédés tels que décrits précisément à l'article 2 (ci-après désignés les « Biens Cédés ») dans l'état où ils se trouvent à la date de signature de la présente convention.

ARTICLE 2 – INVENTAIRE ET PERIMETRE DES BIENS CEDES

Le périmètre et l'inventaire quantitatif des Biens Cédés par l'Hôpital à la Ville sont limitativement définis en annexe 1.

Il s'agit des équipements principaux suivants :

- 3 chaudières Viessmann VITOPLEX 100 de 1750 kW chacune, disposant de brûleurs mixtes gaz/fioul CUENOD C210 – année 2007
- Une pompe de bouclage SALMSON
- Une armoire électrique
- Un compteur d'énergie SAPPEL

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU VENDEUR

L'Hôpital s'engage à :

- vendre à la Ville les Biens Cédés aux prix et conditions de la présente convention,
- fournir au Déléataire l'ensemble de la documentation et des renseignements nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des Biens, en particulier :
 - o documents d'origine des constructeurs et des fournisseurs (plans, schémas, notices, ...),
 - o documents mises à jour par le Propriétaire et/ou ses prestataires en charge de l'exploitation et de la maintenance des Biens,
 - o rapports de bureau de contrôle, etc
- signer la convention de mise à disposition du terrain d'emprise et des locaux de la chaufferie figurant en annexe 2 (ci-après désignée « Comodat ») et la police d'abonnement au Réseau de Chaleur.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE L'ACQUEREUR

La Ville s'engage à :

- s'acquitter du prix des Biens Cédés objet de la cession aux conditions et échéances prévues au titre de la présente convention,
- faire réaliser par son Déléataire les travaux de raccordement de l'Hôpital au Réseau de Chaleur dès que la présente convention, le Comodat et la police d'abonnement sont signés.

CMcf

ARTICLE 5 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

En contrepartie de la cession à son profit des Biens Cédés, la Ville ou son Déléataire s'oblige à verser à l'Hôpital le prix ci-dessous aux conditions et échéances du Contrat.

Montant HT : 88 421 € HT

TVA au taux de 20 % :

Montant TTC : 106 105,20 € TTC

Ce prix est fixe, forfaitaire, définitif, non actualisable et non révisable.

Le paiement à l'Hôpital se fait par virement bancaire dans un délai de 45 jours maximum à compter de la date de délivrance des Biens Cédés précisée à l'article 7.

Tout retard de paiement aux échéances et conditions de la présente convention donne lieu de plein droit au versement d'un intérêt de retard sur les sommes non versées, lequel est égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal et ce, par jour calendaire de retard, à compter du jour suivant la date d'exigibilité du paiement jusqu'au complet paiement en principal et intérêts.

ARTICLE 6 - DECLARATIONS DES PARTIES

Article 6.1 - Déclarations du Vendeur

L'Hôpital déclare être propriétaire des Biens Cédés et avoir pleine autorité pour les céder à la Ville. L'Hôpital déclare par ailleurs que les Biens Cédés sont disponibles à la vente et qu'aucun d'entre eux ne fait l'objet de gage, nantissement ou autre sûreté au profit de quiconque ; cette déclaration est maintenue par l'Hôpital jusqu'au transfert de propriété des Biens Cédés à la Ville.

Article 6.2 - Déclarations de l'Acquéreur

Préalablement à la cession, la Ville et son Déléataire ont visité les Biens Cédés. La Ville et son Déléataire connaissent ainsi les Biens Cédés et les accepte dans l'état où ils se trouvent à la date de la cession et en conséquence renonce à toute réclamation ou recours à l'encontre de l'Hôpital postérieurement à cette date et ce pour vices apparents, défaut d'entretien, mauvais état ou vétusté.

La Ville ou/et son Déléataire fera son affaire personnelle de la contractualisation avec tous prestataires de leur choix en vue d'assurer l'exploitation, les contrôles réglementaires, l'entretien courant, le gros entretien et, le cas échéant, le renouvellement des Biens Cédés, ainsi que de tout contrat d'assurance pour couvrir les dommages de toutes natures causés et/ou subis par les Biens Cédés.

A compter de la date de délivrance des Biens Cédés et de transfert des risques sur ceux-ci de l'Hôpital à la Ville telle que définie à l'article 7 ci-après, la Ville fait son affaire personnelle de la prise en charge des frais et droits des présentes et de leurs suites ainsi que des travaux de mise en conformité réglementaire qui s'avèreraient le cas échéant nécessaires.

cu cf

ARTICLE 7 - DELIVRANCE, TRANSFERT DES RISQUES ET DE PROPRIETE

La délivrance des Biens Cédés et le transfert des risques sur ceux-ci de l'Hôpital à la Ville interviendront le 1^{er} octobre 2016. A cette date, le Délégué pourra exploiter les Biens Cédés conformément aux règles de l'art et en opérateur prudent et raisonnable.
Les Biens Cédés seront incorporés à la DSP et, à ce titre, exploités par le Délégué.

Il est toutefois expressément prévu que la Ville ne sera propriétaire des Biens Cédés qu'à compter du paiement intégral du prix de cession défini ci-dessus.

La Ville ne pourra accomplir aucun acte de disposition touchant les Biens Cédés dont le paiement du prix défini ci-dessus n'a pas été intégralement acquitté auprès de l'Hôpital, ni opérer quelque transformation, modification ou altération desdits biens, sauf accord préalable et écrit de l'Hôpital.

Toutefois, à compter de la date de signature de la présente convention, l'Hôpital s'engage à ce que le Délégué puisse réaliser les travaux de raccordement du Réseau de Chaleur aux Biens Cédés de manière à pouvoir fournir de la chaleur à l'Hôpital à partir du 1^{er} octobre 2016.
Le Délégué s'engage à réaliser ces travaux sans dégrader les biens et le fonctionnement de l'Hôpital, notamment sans perturber la fourniture de chaleur, sans quoi le Délégué en supporterait intégralement les conséquences financières.

ARTICLE 8 – MISE A DISPOSITION DU TERRAIN D'EMPRISE ET DES LOCAUX ABRITANT LES BIENS CEDES

Le terrain d'emprise et les locaux qui abritent les Biens Cédés sont mis à la disposition de la Ville et à son Délégué selon les dispositions du Comodat figurant en annexe 2.

Liste des annexes

Annexe 1	Périmètre et inventaire des Biens Cédés
Annexe 2	Comodat

Fait à Saint-Dizier, le
En deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Saint-Dizier

Pour l'Hôpital Geneviève de Gaulle Anthoinz



Pour le Délégué
Cofely
Direction Régionale Nord-Est
Agence Champagne-Ardenne
11 rue Gabriel Voisin - BP 341
51684 REIMS CEDEX 2
Tél. : 03 26 46 61 60 - Fax : 03 26 45 99 79
www.engie-cofely.fr

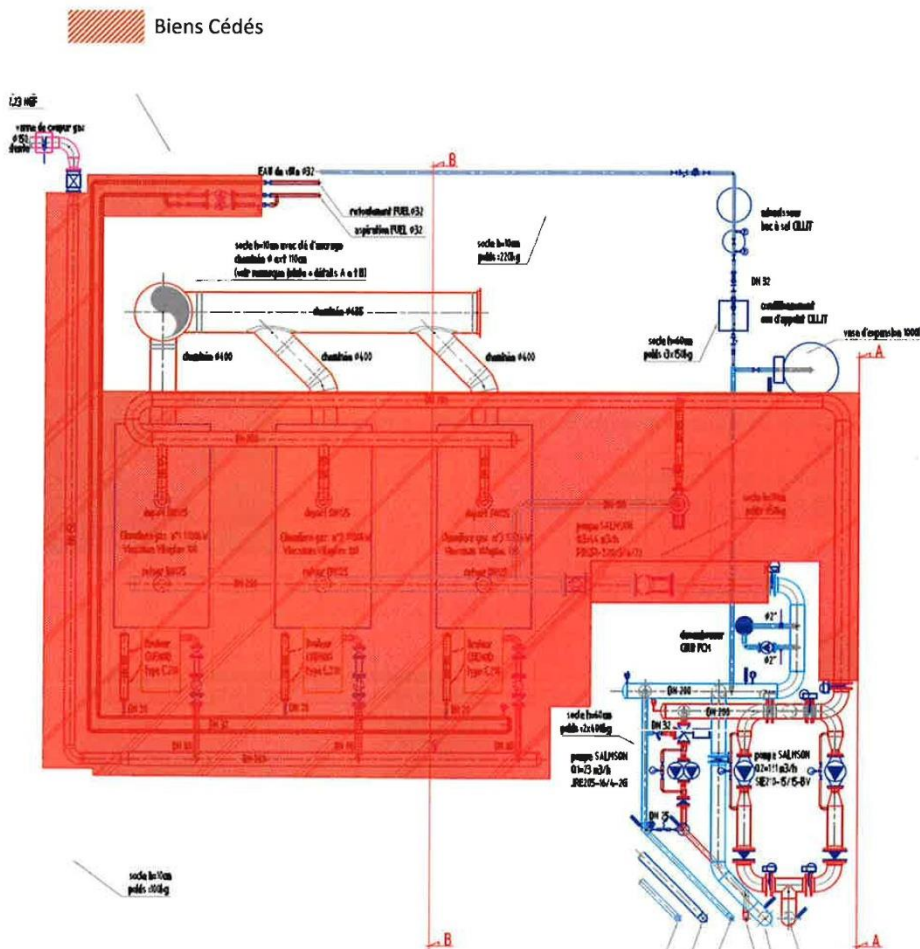
Chcf

ANNEXE 1

Périmètre et inventaire des Biens Cédés

CU CF

Périmètre des Biens Cédés



Electriquement, limite est faite sur les bornes amont du sectionneur de l'armoire indiquée dans l'Inventaire, hors câbles qui l'alimente.

Les relais de protection des circuits CTA, radiateurs et fioul sont exclus du périmètre et feront partie d'une autre armoire installée par le Déléguataire.

Inventaire quantitatif des Biens Cédés

3 Chaudières Viessmann VITOPLEX 100 (puissance 1750 kW) – année 2007

Disposant chacune de :

- 1 vanne de régulation 2 voies
- 2 soupapes de sécurité
- 2 thermomètres
- 2 vannes d'isolement DN 125
- 1 manchon anti vibratil DN 125
- 1 manchon anti-vibratil DN 100
- 1 clapet anti-retour sandwich DN 125
- 1 brûleur mixte gaz/fioul Cuenod C210 B517/8 (480-2050 kW) année 2006
- 1 compteur volumétrique gaz Actaris MTZ 250 – année 2007
- 1 filtre gaz Giuliani Anello
- 1 électrovanne gaz DUNGS VPS 504



Une pompe de bouclage

- Salmson PBS50-220, année 2007



Une ligne gaz, en amont des compteurs Actaris, comprenant :

- Une Nourrice gaz DN 200
- 3 vannes de coupure gaz
- Des Manomètres
- Un tube acier, bride aval de la dernière électrovanne extérieure exclue



Réseau fioul, comprenant :

- Groupe de pompes double Blackmer AB 2 x 1000 litres/heure y compris robinetterie
- 3 compteurs de débit fioul



Un compteur d'énergie SAPPEL, avec

- Sondes
- Débitmètre DN 200 situé sur les retours



Un filtre fonte à tamis DN 200



Une Armoire électrique, comprenant

- Dispositif de mise en cascade des chaudières, régulation de marque SAUTER
- Dispositif de pilotage des 3 générateurs et de la pompe de bouclage



Une deuxième armoire sera installée par le Délégué afin de séparer la régulation, le pilotage des générateurs et la pompe de bouclage des équipements non cédés, à savoir les circuits CTA, radiateurs et fioul.

ANNEXE 2
Commodat

CHG

ANNEXE 3 – Liste matériel du Centre aquatique intégré à la DSP

- 1 Chaudière VIESSMANN type : VITOPLEX 100
- 1 Brûleur WEISHAUPPT type : G7/1-D année 2004. Puissance de 250 à 1550 Kw.
- Accessoires chaudières et brûleurs
- Rampe GAZ jusqu'à la vanne de barrage extérieure chaufferie